

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tout ce qui concerne l'administration du Journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, maison Dousaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non adressées sont renvoyées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANCIENNES ET AFFICHES . . . 10 cop. la ligne.
RECLAMES . . . 25
FAITS DIVERS . . . 25

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, n° 10, de la ligne d'Orlof, n° 15, à Moscou, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, 15, à Moscou, chez Gaudier, libraire, Pont des Marchaux, n° 15, à Paris, bureau d'annonces à Riga; R. ULMAN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BARRENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de publicité russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^o, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, RUD. MOSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (SAINT-PETERSBOURG.)	2 r.	5 r.	10 r.	15 r.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 50	6 75	12 25	25 25
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	2 50	7 12	13 25	27 25
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 25	8 50	14 25	30 25
Etats-Unis d'Amérique	3 75	10 50	19 25	36 25

PRIS EN NUMÉROS: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 5 cop.; à l'extérieur 15 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris qu'à l'avance. Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre. **Abonnements pour St-Petersbourg:** au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, 15. **Abonnements pour l'intérieur:** adresser les lettres et l'argent au bureau du Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky pérouk, n° 15 et à Moscou, chez Gaudier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du Journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous. **Abonnements pour l'étranger:** adresser les lettres à l'administration du Journal, Maximilianovsky pérouk, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE NON OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 15 avril.

S. M. l'empereur d'Allemagne est arrivé aujourd'hui à St-Petersbourg à deux heures de l'après-midi.

On sait que Sa Majesté est partie de Berlin jeudi soir et qu'elle a passé vingt-quatre heures à Königsberg. A la frontière, à Wierzbolovo, l'empereur Guillaume a trouvé le feldmaréchal comte de Berg et toutes les personnes envoyées d'ici à sa rencontre pour être attachées à sa personne, ainsi qu'une garde d'honneur composée d'une compagnie du régiment des grenadiers du roi Frédéric-Guillaume III, commandée par le général Aller.

L'aide de camp général Potapow a accompagné l'empereur d'Allemagne sur tout le parcours des provinces dont il est le gouverneur général. Partout où l'auguste voyageur s'est arrêté, il y avait une garde d'honneur à la gare.

C'est à Louga que S. A. le prince de Reuss, ambassadeur d'Allemagne près la cour impériale, s'est porté à la rencontre de son souverain. M. Loukowski, gouverneur de la province de St-Petersbourg, s'y trouvait aussi.

Le train impérial est arrivé à midi à Gatchina. S. M. l'empereur Alexandre s'y était rendu pour recevoir l'empereur d'Allemagne. LL. AA. II. M^{mes} le grand-duc césarévitch, les grands-ducs Constantin Nicolaïevitch et Michel Nicolaïevitch étaient présents. La garde d'honneur du régiment des dragons de l'ordre du Mérite a joué l'hymne national allemand et a défilé devant les deux Empereurs. Puis on s'est mis à table pour déjeuner dans la salle de la gare, qui était splendidement ornée et décorée. A la table impériale se trouvaient: le chancelier de l'empire prince de Bismarck, le feldmaréchal comte de Moltke, le feldmaréchal comte de Berg, le prince Henri VII de Reuss et le prince Henri XIII, frère de l'ambassadeur, l'aide de camp général prince Souvorov, le comte de Goltz, M. de Perponcher, le comte Kanitz, le général Albedyll, le baron de Steinacker, et le prince Radziwill.

Le train impérial a quitté Gatchina à une heure et est entré dans la gare de St-Petersbourg à deux heures précises.

La garde d'honneur était composée de la 1^{re} compagnie du 1^{er} bataillon du régiment de Kalouga (empereur d'Allemagne, roi de Prusse) avec drapeau déployé et musique, commandée par le colonel Daydov. La musique a joué le *Heil dir im Siegerkranz*.

LL. AA. II. M^{mes} la grande-duchesse césarine, les grandes-duchesses Alexandra Féodorovna et Olga Féodorovna, les grands-ducs Serge et Paul Alexandrovitch, Nicolas Nicolaïevitch père, le prince Pierre d'Oldenbourg, le duc de Leuchtenberg, S. A. le prince Gortchacow, chancelier de l'Empire, tous les ministres, la maison militaire et la cour étaient venus à la rencontre de S. M. l'empereur d'Allemagne.

Après l'échange des salutations les plus cordiales entre l'empereur Guillaume et les augustes membres de la famille impériale, les deux souverains ont passé devant le front de la garde d'honneur. S. M. l'empereur Alexandre II l'a fait défilé devant l'empereur Guillaume, qui a salué ensuite le prince Gortchacow, les aides de camp généraux Timachev, Tolbène et Milutine, ainsi que beaucoup d'autres personnes que Sa Majesté connaît depuis longtemps.

Puis les deux Empereurs ont pris place ensemble dans une calèche découverte, suivis immédiatement par LL. AA. II. M^{mes} le grand-duc césarévitch et M^{me} la grande-duchesse césarine et tous les augustes membres de la famille impériale.

Venaient ensuite le prince de Bismarck, le prince Gortchacow, le prince de Reuss, M. d'Umbil, le comte de Moltke, le feldmaréchal prince Bariatski, le comte de Berg, etc., etc. C'est la troisième fois que S. M. l'empereur Guillaume vient en Russie.

Toute la capitale est en parure de fête. Les maisons sont pavées, les balcons ornés de tapis et de verdure. Sur tout le trajet du cortège des deux Empereurs, l'ornementation des édifices est d'un luxe tout exceptionnel. La perspective Izmailovskiy, la perspective Voznessenskiy, la Grande-Morskaya forment une espèce d'allée continue de drapeaux aux couleurs russes, allemandes et prussiennes. Sur un grand nombre de balcons on remarque, au milieu de la verdure et des fleurs, les bustes des deux Souverains. Plusieurs de ces bustes sont couronnés de laurier. La décoration de la Grande-Morskaya se distingue surtout par sa richesse et son bon goût. La façade du grand manège Préobrazjenskiy est ornée d'un faisceau de drapeaux entourant une gigantesque croix de l'ordre militaire de St-Georges, dont S. M. l'empereur Guillaume est le plus ancien chevalier et à l'heure qu'il est le seul grand-cordon. Sur plusieurs points de la ville on a préparé des transparents au chiffre entrelacé des deux Empereurs. Le temps, un peu gris le matin, a commencé à s'éclaircir vers midi. Des dix heures du matin une grande animation régnait dans les rues que le cortège devait traverser. A 10 heures et demie la garde d'honneur du régiment de Kalouga se rendait, musique et drapeau en tête, à la gare du chemin de fer de Varsovie. A midi la circulation a été interrompue sur le parcours du cortège et les troupes destinées à former la haie occupaient leurs places respectives. Une foule in-

nombrable se pressait sur les trottoirs et toutes les fenêtres étaient garnies de spectateurs.

EXPÉDITION DE KHIVA. On lit dans l'*Invalide russe* d'aujourd'hui 15 avril:

« L'expédition contre Khiva par les trois circonscriptions du Turkestan, d'Orenbourg et du Caucase, limitrophes du khanat. Nous avons annoncé récemment le départ du détachement du Turkestan et l'arrivée de la colonne de Djizak à l'endroit nommé Balta-Saldyr, dans le désert de Kizyl-Koum; voici maintenant des détails sur le détachement d'Orenbourg.

« Son effectif se compose de neuf compagnies des 1^{re} et 2^{es} bataillons de ligne d'Orenbourg, d'un détachement de sapeurs, de neuf sotnias de cosaques, dont six d'Orenbourg et trois de l'Oural, de six pièces d'artillerie à cheval et de six chevaux de fusées; de plus il emmène quatre mortiers de vingt livres et deux canons rayés, destinés à l'armement d'une fortification que l'on se propose de construire sur les communications du détachement, non loin du cap Ourga-Mouroum, à l'entrée de la baie d'Atchoungir. (1) Le commandement du détachement d'Orenbourg est confié au lieutenant-général Verevkiine, gouverneur militaire et commandant des troupes de la province de l'Oural.

« Les troupes de la circonscription militaire d'Orenbourg faisant partie du détachement, munies de tout ce qu'il faut pour soutenir les forces et maintenir la santé du soldat, sont parties par échelons, entre le 13 et le 25 février, des villes d'Orenbourg, d'Orsk et d'Oural, se dirigeant sur le poste de l'Emba, point extrême de concentration de tout le détachement. Pour faciliter la marche des hommes et du matériel dans cette saison d'hiver, les compagnies des deux bataillons de ligne, leurs bagages, ainsi que les pièces d'artillerie, leurs affûts et avant-trains, et les caissons de munitions, ont été expédiés sur des traîneaux à deux chevaux loués à cet effet; quant aux chevaux d'Emba, on les tenait par la bride, afin de ménager leurs forces, pour la suite de la campagne. Pour garantir les troupes des chasses-neige, on les a fait suivre, dans la traversée des steppes, par un certain nombre de *dyonameikas* (sorte de petites kibitkas de feutre).

Par ordre de l'autorité locale supérieure, les Kirghizes avaient préparé, sur tous les points où les troupes devaient bivouaquer pour la nuit, des kibitkas, des combustibles et du foin, contre une rémunération spéciale, et pour assurer les subsistances des troupes pendant la marche, ils leur amenaient du bétail pour le leur vendre. Comme dans leur marche ultérieure au-delà du poste de l'Emba, surtout sur la limite orientale de l'Oust-Ourt (2), on peut être exposé à manquer de viande et de foin pour les chevaux, le détachement emmène avec lui un petit approvisionnement de bonne viande salée, 15,000 roubles de conserves de viande et 1,000 tchetverts d'avoine. De plus il est muni de huit puits artésiens. Pour faciliter sa marche dans le khanat de Khiva, dont le territoire est sillonné d'une multitude de canaux, le détachement d'Orenbourg a de plus été doté de deux ponts démontés, dont un sur chevaux, et l'autre partie sur pontons et partie sur des outres.

« Enfin, outre les ambulances militaires, la section d'Orenbourg de la Société de secours aux militaires blessés et malades a fourni de son côté au détachement une certaine quantité de matériel d'hôpital et d'autres objets utiles, notamment: 3 chariots et 20 litiers artésiens pour le transport des blessés et des malades, des provisions de linge d'hôpital, de vin, de tabac; divers remèdes contre le scorbut; des rations supplémentaires de thé et de sucre, quelques livres, des journaux, des fournitures de bureau, etc., etc. Pour les dépenses imprévues, la Société a mis une allocation de 3,000 r. sur ses fonds, à la disposition d'un fondé de pouvoir spécial.

« Le 18 mars, tout le détachement était concentré au poste de l'Emba, la majeure partie des échelons avaient effectué leur trajet dans le délai fixé par leur marche-route, mais les sotnias de l'Oural et les bagages avaient eu de grandes difficultés à surmonter, en raison du détestable état des chemins, de la profondeur des neiges, et des chasses-neige. Les chariots restaient quelquefois plusieurs heures avant de pouvoir sortir des trous et des fondrières. Partout les Kirghizes ont aidé avec zèle la marche des troupes: les anciens des sots adjoints à la rencontre du détachement, nettoyaient d'avance la neige pour l'assiette des kibitkas des soldats, apportaient du combustible, de la viande, du foin.

« Malgré les difficultés de la marche, l'état sanitaire du détachement est généralement bon; il y a en, parmi les officiers comme parmi les soldats, quelques cas d'inflammations d'yeux occasionnées par la réverbération des rayons du soleil sur la neige des steppes et par la fumée dans les kibitkas.

« Les dernières nouvelles reçues du poste de l'Emba portent que l'avant-garde du détachement, composée de deux sotnias et des sapeurs, est en partie le 26 mars; le gros de ses forces devait se mettre en marche le 29 ou le 30.

« Le détachement d'Orenbourg doit se diriger de l'Emba sur les puits d'Aty-Djasky, d'Assu-Tasty, les sables d'Issene Tchahgaly, la mer d'Aral, dont il suivra la côte occidentale, jusqu'à la descente d'Atchoungir, à 65 verstes de la ville khivienne de Kouma-Ourgentchik. Là, le détachement général du général Verevkiine sera rallié par la colonne des troupes du Caucase, qui part du golfe Kinderlinski. Afin de garantir les communications de ses derrières et intercepter l'accès des steppes méridionales d'Orenbourg aux petites bandes hostiles, il sera posté, dans l'Oust-Ourt, de petits détachements d'observation près des sables de Sam et du ravin de Djibysk, dans le voisinage de la rivière Tchégane.

(1) A l'extrémité méridionale de la mer d'Aral.
(2) Note de la rédaction.
(3) Plateau élevé de steppes qui sépare la mer d'Aral de la Caspienne. (Note de la rédaction.)

« En quittant le poste de l'Emba, le détachement emporte pour 80 jours de vivres; plus tard, il sera expédié en temps utile des envois de munitions du poste au cap Ourga, où l'on se propose d'établir un dépôt fortifié, ainsi qu'il a été dit plus haut. En général, les vivres et les fourrages du détachement seront assurés jusqu'au 15 septembre, ce qui le garantira de toute éventualité, même pour le cas où il lui serait impossible de se procurer des approvisionnements dans le khanat de Khiva. Les vivres et les fourrages seront préparés séparément pour l'époque de la retraite des troupes.

S. M. l'empereur a reçu en audience hier, 14 avril, M. le lieutenant-général Bajénov, à la suite de l'infanterie de ligne et des troupes de réserve.

(Message officiel.)

« M. le préfet de St-Petersbourg croit devoir informer le public, — à l'occasion de la grande retraite militaire qui aura lieu le 17 avril sur la place d'armes du Palais, et de la grande illumination projetée pour la soirée, — que la circulation des voitures et des piétons est réglée comme suit:

« Des 8 heures du soir, seront barrés pour les voitures: le pont du Palais, le quai de la Néva à partir du petit pont de l'Ermitage, et toutes les rues donnant sur la Grande-Morskaya et la perspective Nevsky. Les voitures ne pourront point tourner à droite de la perspective Nevsky du côté de la Millionnaya, mais celles venant de cette dernière rue pourront passer par l'arc de l'Etat-major pour arriver à la perspective. Les voitures se dirigeant par la perspective pourront tourner du côté de la cathédrale d'Isaac. Les voitures des personnes désirant voir l'illumination déboucheront à la perspective Nevsky par la Liténaya et la Vladimirskaia et se dirigeront le long de la perspective par le pont d'Anitchkov jusqu'à la place de l'Amirauté, où elles devront tourner pour arriver jusqu'à la Grande-Morskaya et traverser le pont Potemkine, pour tourner ensuite de nouveau par la rue Nicolaïska vers la Morskaya, et suivre cette rue ainsi que la perspective Nevsky jusqu'à l'église Znamenskaya.

« Les droïts de loyage ne pourront point entrer dans la file des voitures.

« Les piétons ne pourront circuler que le long des trottoirs. Le milieu de la rue devra être laissé libre pour la circulation des voitures des membres de la famille impériale, du corps diplomatique et de la suite de leurs Majestés. Après la fin du spectacle, au Grand Théâtre, les voitures devront prendre la direction indiquée par les agents de police et les gendarmes. Les personnes désirant se rendre du théâtre à l'illumination se dirigeront par la rue des Officiers, la perspective Voznessenskiy et la perspective de Catherine pour gagner la place Nicolaïska, où elles entreront dans la file. Les voitures marcheront au pas.

« La police est tenue de veiller à ce qu'il ne soit fait aucun dégât aux arbres du boulevard de l'Amirauté et du nouveau square, et à ce qu'il n'établisse aucune espèce d'échafaudages, tables, bancs, etc., au boulevard donnant sur la place du Palais. Les médecins munis de laissez-passer signés par le préfet de la ville pourront circuler librement dans toutes les rues barrées. (Gazette de police de St-Petersbourg.)

« La Gazette (russe) de l'Académie croit savoir que le bataillon des chasseurs de la famille impériale va être licencié. Ce bataillon se recrutait exclusivement parmi les anciens paysans des domaines, et les bases de la réforme militaire s'opposent à un pareil système de recrutement exclusif.

« On lit dans le même journal:

« On nous dit que M. le secrétaire de la Société impériale de géographie a reçu une lettre du jeune explorateur russe M. Miklouha-Maklaï, par laquelle il fait savoir qu'il se trouve en bonne santé et qu'il n'a quitté la baie de l'Astrolabe que dans le but de prendre part à l'expédition qui va partir de Batavia pour visiter la côte sud de la Nouvelle-Guinée. M. Maklaï assure que les Papous, qui lui étaient d'abord extrêmement hostiles, ont fini par se familiariser complètement avec lui et l'ont même prié de revenir parmi eux.

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 13 avril 1873:

	Sexe masc.	Sexe fem.	Total.
Malades au 13 avril.	24	20	44
Cas nouveaux.	2	1	3
Gueris.	3	1	4
Décès.	—	—	—
Il restait en traitement au 14 avril.	23	20	43
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 14 avril 1873):			
Cas.	3443	1977	5420
Gueris.	2313	1238	3551
Décès.	1133	693	1826

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

Allemagne.

Le Parlement de l'empire a continué le 24 avril la discussion de la loi sur la réforme monétaire.

Après du 2^e alinéa de l'art. 2, M. von proposa que les pièces de 10 et de 5 fenins soient, non pas en nickel, mais en alliage d'argent et un autre métal, et considérées comme billon. Cet amendement a été combattu par M. Bamberger et repoussé par la Chambre à une grande majorité.

Une proposition de la commission libre (Bamberger) de remplacer les pièces de 2 et de 1 fenin en cuivre par des pièces en bronze a été également rejetée.

Une discussion assez vive, à laquelle M. DELBRÜCK, président de la chancellerie de l'empire, et M. Bamberger ont pris part, s'est engagée sur la question de savoir si toutes les pièces d'argent porteraient ou non l'effigie du souverain de l'Etat où elles auront été frappées. Le projet primitif le stipulait ainsi, mais, selon les conclusions de la commission libre, le Parlement a résolu que l'effigie des souverains ne figurera que sur les pièces d'argent de plus de 1 mara.

Les 12 premiers articles de la loi ont été votés avec différents amendements de peu d'importance.

PRUSSE. — CHAMBRE DES SEIGNEURS.

Au banc des ministres: MM. le comte de Roon, le prince de Bismarck, Falk, Leonhardt, Camphausen.

Ordre du jour: troisième délibération sur la loi d'abolition de l'impôt de mouture et de boucherie; première délibération sur la loi relative à l'instruction et à l'installation des ecclésiastiques.

La loi sur l'abolition de l'impôt de mouture et de boucherie est adoptée définitivement dans la même teneur où elle avait été votée la veille.

M. LE PRÉSIDENT, après avoir lu une longue protestation de M. le comte de Landsberg-Vehlen contre la discussion des lois ecclésiastiques, en séance plénière, déclare qu'il ne croit pas devoir donner suite à cette protestation. (Applaudissements.)

La Chambre passe à la seconde question à l'ordre du jour.

M. DE WITTEBERG. Les lois ecclésiastiques ne frappent pas seulement le clergé catholique, mais affectent profondément l'Eglise évangélique; elles portent atteinte à l'autorité épiscopale du souverain; — cette conquête de la réforme mène à l'organisation autonome des communautés, et aurait pour conséquence finale d'anéantir l'autorité royale, la pierre angulaire de la Constitution.

M. LE BARON DE MANTHEUFFEL (Grossen). Les lois ecclésiastiques sont une croisade contre l'Eglise; l'Etat remporterait une victoire momentanée, mais ce n'est pas lui qui en profitera: c'est le socialisme, qui jouira des fruits du triomphe, le socialisme, dont le mot d'ordre est « chair humaine et sacs d'argent! »

M. LE COMTE DE MÜNSTER. La portée de certains détails des projets de loi politico-religieux pourra être atténuée, mais la Chambre ne doit point repousser les projets dans leur ensemble. Que nos adversaires veuillent bien répondre à César ce qui est à César et ne pas évoquer de vaines fantômes, comme l'a fait le préopinant.

M. DE GRUNER. La législation inaugurée par les lois ecclésiastiques est fondamentalement réactionnaire, en ce qu'elle replonge la Constitution de l'Eglise dans l'absolutisme le plus inflexible et met le contrôle bureaucratique en lieu et place de la liberté. Or, à l'heure actuelle, ce sont les conservateurs qui défendent la liberté, tandis que les libéraux, à quelques honorables exceptions près, se font les champions de l'absolutisme. Pourquoi découvre-t-on tout à coup des inconvénients dans la législation qui nous a régis depuis 1848 en matière ecclésiastique? Ces inconvénients ne se sont-ils fait sentir ni du temps de Lademberg ou de Raumer, ni à l'époque de Bethmann-Hollweg et de Moller? C'est vers la moitié de l'année 1871 seulement que s'opéra dans la politique ecclésiastique des désastres et fatal revirement qui porta le gouvernement à déclarer la guerre au parti du centre et, jusqu'à un certain point, à l'Eglise elle-même. Vous accusez toute opposition d'être hostile au gouvernement; mais une opposition sérieuse et compacte peut-elle être autre chose? Si vous ne pouvez point la tolérer, si vous la condamnez comme un crime, dressiez plutôt l'acte mortuaire de la vie constitutionnelle, car vous aurez alors la dictature personnelle avec des formes parlementaires. (Agitation.) Un parti libéral qui appuie le gouvernement dans cette loi, rompt avec tout son passé.

M. LE D^{re} FALK, rompt des cultes. Messieurs, le point de vue auquel le gouvernement s'est placé en élaborant les lois ecclésiastiques est trop connu pour que j'aie besoin de le caractériser encore. Je me bornerai donc à relever certaines assertions du préopinant. Il nous reproche d'être sorti d'un statu quo qui n'aurait pas d'inconvénients. Il était temps d'en sortir, grand temps, messieurs! Les auteurs de la Constitution de 1848 croyaient que tout était pour le mieux si le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat était formulé en théorie dans le texte de la Constitution. Or, c'était réellement pure théorie; tout se basait, non sur des expériences, mais sur des espérances, — et ces espérances ne se sont pas réalisées. Voyez l'application de ce principe à conduit la Belgique, et cependant ce principe était cher au parti libéral de ce pays, qui est bien convaincu aujourd'hui, mais trop tard, qu'il était une erreur. Je conteste aussi une fois de plus le grief élevé par M. de Witteberg, que les lois ecclésiastiques seraient un danger pour l'Eglise évangélique. L'Eglise, dans le sens général du terme, doit jouir de la liberté qui lui est garantie, mais cette liberté n'est pas absolue, — ses limites sont tracées par les conditions d'existence de l'Etat. (Bravos.) Quant aux attaques du préopinant contre le parti libéral, j'ignore jusqu'à quel point il a le droit de l'apostropher de la sorte; ce qui est certain, c'est que sa constance opposition au nouvel état de choses en Allemagne l'a bien éloigné de ce parti.

M. LE BOURGEMESTRE GOBBIN (Görlitz). Les incriminations de M. de Gruner prouvent qu'il n'est plus sur le terrain du parti libéral. Dans des conflits comme celui où nous nous trouvons, c'est l'Etat qui est investi du droit de souveraineté en matière de législation, et non pas l'Eglise, qui n'est ni au-dessus de l'Etat, ni à côté de lui, mais bien dans l'Etat. Messieurs, nous ne laissons point prendre aux vains arguments de M. de Gruner. (Applaudissements.)

M. LE COMTE KRAUSS reconnaît la nécessité d'une délimitation du domaine de l'Eglise catholique et de celui de l'Etat, mais, selon lui, les lois ecclésiastiques frappent beaucoup plus durement l'Eglise évangélique que l'Eglise romaine. L'orateur critique, à ce propos, le récent article de la *Provinciale Correspondenz* et dit que les adversaires évangéliques des lois politico-religieuses combattent pour l'Eglise chrétienne et pour l'Etat prussien, et non pour le pape et les jésuites.

M. LE PRINCE DE BISMARCK, ministre des affaires étrangères. Je n'ai point l'intention, messieurs, d'entrer dans la discussion générale, ce que je pourrais dire ne servirait qu'à grossir la liste surchargée des prédictions, suppositions et assertions dénuées de toute preuve que l'on a déjà accumulées relativement aux conséquences des lois qui nous occupent.

L'honorable préopinant a dit, entre autres choses, dans le cours de son argumentation, qu'il ne possédait point le don de prophétie. — Je ne songe nullement à le lui attribuer (Hilarité); les prophéties n'ont pas moins, j'en suis grand rôle dans son discours. Quant à moi, je suis placé depuis trop longtemps sur le terrain de la politique pratique pour m'adonner beaucoup à la politique de conjectures.

Un membre de cette assemblée (M. de Gruner), qui a fait partie jadis du personnel du ministère des affaires étrangères, a émis des assertions qui feraient supposer mieux au courant qu'il ne l'est, en effet de notre politique, et des tendances du ministère des affaires étrangères; il a invoqué en outre des arguments dont il a tiré des conclusions absolument fausses. De ce qu'il s'est produit en 1871 un revirement de la politique du gouvernement, M. de Gruner a conclu que cette soudaine conversion aurait été préparée de longue date, mais c'est précisément la soudaineté de ce revirement qui prouve les sentiments pacifiques dont le gouvernement, — le ministère des affaires étrangères en particulier, pour autant que son action politique touche les rapports avec Rome, — était animé jusqu'à cette époque, et qui démontre son désir de maintenir la paix confessionnelle. Ce revirement soudain n'a pas eu d'autre cause que celle du souci de la défense personnelle. Lorsque, au terme d'une paisible session, je me vois tout à coup attaqué par un adversaire avec lequel je désirais m'entendre et vivre en paix; lorsque je vois cet adversaire travailler tout à coup à ébranler les bases de l'Etat, je dois naturellement préparer des mesures de défense et me défendre. Je regrette que l'honorable orateur n'ait point pris la peine, pendant son long séjour au ministère des affaires étrangères, de se familiariser avec cette irréfragable vérité (Rires.)

On sait que dans toutes les questions confessionnelles j'ai poussé l'esprit de conciliation jusqu'à la limite extrême de ce qui était compatible avec les intérêts de l'Etat. Je suis allé jusqu'à protéger les jésuites même plus que je ne le croyais personnellement admissible pour le bien de la Prusse. Voilà ce que j'ai fait. Et j'ai si longtemps appréhendé et cherché à éviter la lutte que j'en suis maintenant à craindre de l'avoir acceptée trop tard et à regretter souvent ma longanimité. Mes sentiments de conciliation, messieurs, étaient appréciés par les hauts dignitaires de l'Eglise; ils m'avaient toujours déclaré avec confiance qu'ils me considéraient comme un homme pacifique et priant à une haute valeur la paix confessionnelle; — mais j'en vins à m'apercevoir que j'avais perdu de vue les inconvénients qui résulteraient de mon indulgence. J'en appelle à cet égard au témoignage direct des évêques. Si je dus renoncer tout à coup à cette indulgence, ce fut à la suite de la conviction bien arrêtée que je ne dirai pas l'Eglise catholique, mais le parti qui au sein de cette Eglise travaille à l'événement d'une hiérarchie séculière, sapait au moins menaçait les fondements de notre Etat. A un point tel que ma responsabilité de ministre ne me permettait pas de temporiser plus longtemps. Même dans la phase actuelle de la question, messieurs, j'aurais évité tout ce qui pourrait blesser la liberté de croyance, mais c'est extraordinairement difficile, car on est toujours prêt à insinuer que l'attaque serait dirigée, non pas contre un certain parti, mais bien contre les institutions ecclésiastiques, contre l'Eglise elle-même, insinuation qui ne laisse pas d'exercer son effet, vu les dehors d'organisation compacte de l'Eglise catholique. Une connaissance exacte et une observation attentive des faits peuvent seules amener à la découverte de ces courants souterrains, qui n'ont aucun rapport avec l'Eglise chrétienne.

Je me félicite de ce que M. de Gruner, et d'autres avant lui, ont dû constater contre leur gré que l'attitude du gouvernement avait été bienveillante et conciliante jusqu'à l'année 1870, jusqu'à la formation du parti du centre, jusqu'au mot d'ordre systématique des capacités irritantes dans toute l'Allemagne, jusqu'aux abus du pouvoir ecclésiastique au profit des aspirations polonoises, appuyées par le clergé. Je remercie M. de Gruner pour ce témoignage et l'exprime une fois de plus la surprise de le rencontrer parmi nos adversaires.

Du même coup se trouve réfutée l'assertion erronée que, depuis et même déjà avant la guerre de France, notre politique étrangère aurait été hostile au pape et à l'indépendance du pouvoir pontifical. Ce témoignage est corroboré par un document que j'ai lu hier soir seulement, le « Journal » du gouvernement français pendant la guerre et le siège de Paris. C'est là, messieurs, un nouveau témoignage que vous ne récusez pas comme suspect: or il réfute le mensonge que l'Allemagne aurait excité l'Italie à s'emparer de Rome et à user de violence contre le gouvernement pontifical. Nous nous sommes abstenus absolument de tout concours et de tout conseil dans les affaires de l'Italie, et le souci des intérêts allemands, principalement des intérêts de la majorité évangélique de la population de l'Allemagne, nous faisait un devoir d'agir ainsi. Le « Journal » du gouvernement français constate qu'il existait alors entre nous et le gouvernement italien une tension assez sérieuse, parce que nous pensions que ce gouvernement aurait pu empêcher plus énergiquement l'expédition garibaldienne, et vous pouvez voir par ce document combien on a débattu la question d'exciter les bandes garibaldiennes du droit des gens et de ne point les traiter en soldats.

Vous voyez par ce « Journal » de notre ennemi d'alors, — qui juge avec plus d'impartialité que nous maint, de nos vices aux — (Hilarité), combien était audacieusement fausse l'assertion que nous aurions cherché à ébranler la position que le pape occupait à cette époque.

Encore une fois, si le revirement s'est produit, c'est en vertu du droit de légitime défense, et les deux partis contre lesquels le gouvernement croit de son devoir de se défendre, sont le parti de la hiérarchie séculière et celui de l'Internationale, qui tous deux nient la nation, la culture nationale et l'Etat national, qui tous deux menacent, attaquent et cherchent à ruiner l'Etat, et que tous ceux à qui la prospérité de l'Etat tient à cœur doivent combattre toutes forces réunies. Aussi bien contre ceux qui proclament franchement ce qu'ils veulent que contre ceux qui minent l'Etat en attendant de le remplacer par quelque chose d'autre, — qui est encore leur secret, — doivent se lier tous les honnêtes gens, tous les amis et partisans sincères de S. M. le roi, de la royauté et de la monarchie prussienne. Si les symptômes ne sont pas trompeurs, on peut prévoir déjà qu'aux prochaines élections tous les partis qui défendent honnêtement les intérêts de l'Etat comme tels, se rallieront en phalange serrée autour de l'Etat pour parer l'attaque de tous ceux qui lui veulent du mal. Que, dans cette lutte, la Chambre des Seigneurs sera du côté du gouvernement, c'est ce dont je ne doute point, mais il m'est douloureux de constater que, dans le conflit actuel, maints représentants de familles qui ont contribué autrefois d'une manière glorieuse à la consolidation et au couronnement de l'édifice politique de la Prusse, ne se trouvent point du côté où l'on s'attendrait à les rencontrer, c'est-à-dire avec l'Etat prussien et ceux qui le défendent, et non avec ceux qui le menacent et travaillent à sa ruine. (Applaudissements.)

M. LE COMTE DE BRÜHL. Jamais cette Chambre n'avait entendu des paroles aussi vives contre l'Eglise catholique; je crois cependant que l'on peut être l'ami le plus fidèle de la couronne sans approuver la politique ecclésiastique du ministre actuel des affaires étrangères. Votez les lois qu'on vous présente, messieurs, et vous paralysez le nerf vital de l'Eglise catholique et éternisez la guerre avec elle. Ah! ne touchez pas aux droits de l'Eglise, ils sont plus anciens que ceux de l'Etat. (Mouvement.) Commencez de fortes amendes contre les évêques, ils n'en souffriront pas beaucoup, et si vous voulez les réduire à la famine, des membres de l'Eglise évangélique eux-mêmes viendront à leur

Il surfeit la partie au détriment du tout. Je ne me suis pas détaché du parti; je suis toujours d'accord avec les conservateurs, une fraction exceptée, qui en faisait partie autrefois et qui, sous la direction de chefs influents, s'en est séparée. Cette fraction a abandonné le gouvernement dans un moment décisif, et le danger de l'élection que Dieu a fait au préopinant y a contribué pour sa part.

De plus, l'expression « détaché » (*losgerisen*), dont l'orateur s'est servi, caractérise bien sa manière de voir; c'est le petit qui se détache du grand, la partie mobile de la base; c'est le mouton qui se sépare du berger (Rires); or, le préopinant se considère lui-même et sa fraction, comme la base du roi, la royauté et le gouvernement se seraient détachés pour flotter çà et là sans gouverner sur les eaux. (Hilarité.) Cette manière de surfaire sa personnalité est précisément ce qui nuit à l'efficacité, car elle démontre l'impossibilité de la subordination, l'incapacité de différencier dans des questions où l'on n'a point qualité pour faire mieux. Passer plusieurs mois chez soi, agiter sa critique, et puis revenir pour gouverner le gouvernement et répéter sans cesse les mêmes vieilles prédictions; voilà la tactique que j'appelle dangereuse pour l'Etat.

M. LE COMTE DE ROOK, président du conseil. M. le chancelier de l'empire a fait ressortir avec raison ce qu'un brillant talent d'orateur peut avoir de fâcheux. Autant que je connais M. de Kleist, je suis convaincu qu'il désire sérieusement s'entendre avec le gouvernement, mais la voie qu'il choisit pour cela n'est pas la bonne. Lorsqu'il prétend que tous les chrétiens évangéliques croient condamner les lois ecclésiastiques, cela n'est pas plus exact que ne le sont d'ordinaire des affirmations catégoriques de ce genre. De plus, lorsque M. de Kleist déclare que c'est sur l'Eglise que l'autorité de l'Etat s'appuie le plus sûrement, je lui répondrai que l'autorité du gouvernement et le maintien de l'ordre ne sont point préjudiciés par les lois ecclésiastiques proposées, mais qu'ils le sont par l'opposition d'hommes aussi éminents que M. de Kleist-Retzw.

La discussion générale est close; la Chambre vote une proposition d'ajournement et la séance est levée.

Autriche-Hongrie.

Voici le texte complet du discours du trône prononcé le 24 avril par S. M. l'empereur François-Joseph à l'occasion de la clôture solennelle des deux Chambres du Reichsrath :

« Messieurs, « Lorsque je vous ai réunis autour de moi « trône au début de votre activité constitu- « tionnelle je vous ai annoncé les grandes et « importantes questions pour l'accomplisse- « ment desquelles j'avais convoqué mon gou- « vernement et vous, honorés messieurs des « deux Chambres du Reichsrath.

« C'est avec satisfaction que je puis consta- « ter que vous êtes parvenus à résoudre heu- « reusement, dans un commun accord avec mon « gouvernement, la plus grande partie de la « tâche que vous étiez appelés à remplir.

« Grâce à votre concours patriotique, il a « été possible d'assurer au Reichsrath, au « moyen des élections directes et conformé- « ment aux besoins de la situation, l'indépen- « dance nécessaire, et d'établir par là une par- « faite unité de l'empire, tout en sauvegardant « l'autonomie des provinces. C'est sur ce ter- « rain que toutes les nationalités et tous les « partis doivent unir leurs forces, afin de tra- « vailler, dans un esprit de réconciliation et « de noble émulation, à la grandeur et à l'hon- « neur de la patrie commune ainsi qu'à l'en- « reux développement de la vie constitution- « nelle. Mes espérances et mes vœux se jo- « gnent aux vôtres, afin que cette œuvre soit « accompagnée des résultats les plus favora- « bles pour la prospérité et le bonheur de « l'Autriche.

« Les démarches qui ont été faites afin d'ac- « corder à la Galicie une extension d'autono- « mie compatible avec l'unité et la puissance

« de l'Etat n'ont pas abouti au but désiré; « mais dans l'appel d'un de ses nationaux aux « le conseil de la bourse, la Galicie réagis- « matra une preuve d'une constante sollicitude « à son égard.

« Sur le terrain de la législation judiciaire « d'importants résultats ont été obtenus grâce « à votre coopération assidue. Après des an- « nées de travail il a été possible de terminer « la réforme de la procédure pénale et d'assu- « rer par là l'existence durable des jurys, tout « en sauvegardant les attributions et les droits « que leur accorde la loi fondamentale de l'E- « tat. Une série d'autres lois que vous avez vo- « tées satisfieront à des besoins qui se font de- « puis longtemps sentir dans le domaine de la « justice.

« Appréciant pleinement toute l'importance « des universités pour le développement des « sciences, vous avez donné votre adhésion à « la nouvelle organisation des autorités uni- « versitaires, des écoles polytechniques et des « écoles d'agriculture.

« Dans un esprit vraiment patriotique vous « avez contribué puissamment à augmenter les « forces militaires de la monarchie, à dévelop- « per d'une manière satisfaisante l'institution « de la landwehr.

« Une grande partie de votre activité a été « consacrée aux intérêts de l'économie natio- « nale, aux moyens de transport et de commu- « nication.

« Grâce à votre concours, des ressources « ont été créées pour établir de nouvelles li- « gnes de chemin de fer et faire participer « toutes les provinces de l'empire aux effets « bienfaisants de ce moyen de transport. Plus- « sieurs traités internationaux favorables à « l'Autriche concernant les postes, les télé- « graphes et le commerce, ont été successi- « vement conclus. L'essor du commerce et de l'in- « dustrie, ainsi que l'augmentation constante « du crédit national, autorisent à espérer un « prompt et complet équilibre du budget de « l'Etat.

« Vous avez accordé avec la plus grande li- « beralité les crédits nécessaires à l'améliora- « tion de la position pécuniaire des employés « de l'Etat et à l'augmentation des revenus du « bas clergé.

« C'est avec une profonde reconnaissance « que je vous ai toujours vu prendre la part « la plus sympathique aux événements tristes « ou heureux qui se passaient dans ma famille.

« Pen de jours nous séparèrent encore d'un « spectacle grandiose du déploiement de toutes les « forces de l'industrie et de la civilisation. « C'est grâce à votre appui que l'Autriche « pourra soutenir dignement cette lutte pacifi- « que entre les nations civilisées. Tous les in- « dices font augurer favorablement de cette « grande entreprise; l'Europe est en paix et « l'Autriche prend sous ses rapports un « essor remarquable.

« C'est donc avec l'espoir assuré de voir pros- « pérer de plus en plus notre chère patrie et « en vous répétant l'expression de ma reconnais- « sance et de bienveillance impériales que je dé- « clare close la session du Reichsrath et que je « vous autorise à retourner dans vos foyers. »

France.

La Gazette de France, qui soutient la can- « didature du colonel Stoffel, publie sur ce dernier « un article très étendu, où se trouve le passage « suivant :

« ... A Berlin, durant quatre ans, de 1866 « à 1870, M. le colonel Stoffel, studieux sans « relâche l'organisation militaire de la Prusse; il « en comprit la puissance et le danger menaçant; « pendant quatre ans il ne cessa d'envoyer au « gouvernement des Thielers rapports sur rap- « ports, avertissements sur avertissements.

« Qu'on lise ces rapports, on demeure stu- « péfié en songeant à l'inertie, à l'indifférence « dont ils furent accueillis par le gouvernement « de l'empire; tout y est, pourtant, jusqu'aux « chiffres des soldats et des canons dont la « Prusse pouvait disposer, et cela avec une pré- « cision mathématique. N'importe! le gouverne- « ment n'écoute pas. La guerre est déclarée le « 15 juillet. »

On sait, dit le Temps, que la candidature de

M. Stoffel est également soutenue par l'Ordre « et par le Pays; mais ces journaux ne disent « pas s'ils ont, pour l'appuyer, les mêmes rai- « sons que la Gazette de France.

« L'appel interjeté par le prince Napoléon « du jugement du tribunal civil de la Seine du « 19 février 1873, par lequel le tribunal s'est « déclaré incompétent sur la demande en do- « mages-intérêts formée, pour arrestation illégale, « contre MM. Victor Lefranc, ancien ministre de « l'Intérieur; Renaut, préfet de police; Patinot, « chef de cabinet de ce dernier, et Clément, com- « missaire de police, a été inscrit le 23 avril au « rôle de la 1^{re} chambre de la cour.

Grande-Bretagne.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 21 avril.

La Chambre reprend ses séances interrom- « pées par les vacances de Pâques. Les membres « présents sont en petit nombre.

M. FAWCETT propose la seconde lecture de « son bill qui abolit le serment du « test » dans « les universités. Il rappelle comment les bills « précédents ont été présentés et retirés, et les « raisons pour lesquelles ils ont été pour la plu- « part sacrifiés. Il désire que le bill soumis en ce « moment à la Chambre soit adopté le plus « promptement possible, parce qu'il a un intérêt « pratique à ce qu'il soit converti en loi avant la « fin du mois prochain.

Il s'abstient de discuter les amendements « proposés, par la raison qu'ils sont étrangers « aux fins de la question. Si le gouvernement « juge à propos d'aborder de nouveau la ques- « tion de l'université d'Irlande, en ce qui concerne « l'enseignement, il sera libre de le faire dans la « session prochaine, tout aussi bien que si le bill « dont on s'occupe n'existait pas. Du reste, l'ora- « teur ne se hasarderait pas à émettre une opi- « nion sur l'avenir de la question, qui dépendra « probablement d'un Parlement nouveau. Il avertit « les catholiques irlandais que devant le Par- « lement actuel ils tentent vainement d'obte- « nir la dotation bilatérale. Car rien n'est plus « positif que la déclaration qu'a faite à cet égard « M. Gladstone dans ses discours qui a clos le « débat sur le bill universitaire pour l'Irlande. « M. Disraeli, à la même occasion, a prononcé « quelques phrases assez ambiguës; mais, en « présence de la constance de son parti, il a « pris soin d'expliquer qu'entre le premier mi- « nistre et lui il n'y avait pas de différence d'opi- « nion. L'orateur termine en remerciant le gou- « vernement de lui avoir donné la facilité de « présenter son bill, dont il réclame la seconde « lecture.

M. MITCHELL-HENRY propose un amendement « ainsi conçu : « La Chambre reconnaît pleine- « ment l'importance d'une prompt solution de « la question de l'enseignement universitaire « en Irlande. Mais son opinion est qu'un pa- « reil acte législatif pourrait être abordé d'une « manière plus satisfaisante lorsque la Cham- « bre aura été mise en possession d'une infor- « mation complète en ce qui touche les opi- « nions et les vœux de ses divers corps acadé- « miques qui existent en Irlande, du peuple ir- « landais en général et spécialement des clas- « ses pratiquement intéressées dans la ques- « tion; information qui devra émaner d'une « commission royale munie d'instructions pour « recueillir les renseignements et faire un rap- « port avant l'ouverture de la prochaine ses- « sion parlementaire. »

M. HENRY appuie l'amendement. Il soutient « que le serment religieux (*test*) était aboli, le « jour de l'université, qui est la propagation de « la foi protestante, serait totalement écarté, car « le professeur officiel de religion pourrait être « un mahométan ou un athée.

M. AGAR ELLIS est d'avis que le bill, tout en « n'allant pas assez loin, est de nature à satis- « faire grandement ses compatriotes. Et, comme « mieux vaut la moitié d'un pain que pas de pain « du tout, il est décidé à le voter.

LE DOCTEUR BALI se prononce aussi en faveur « de la mesure. Il la regarde comme un corollaire, « comme une conséquence nécessaire et logi- « que de l'acte qui a aboli la suprématie de « l'Eglise anglicane en Irlande. Toutefois, il ne « la regarde pas comme le dernier mot de la

question. Il reste à prendre en considération le « droit qu'a l'Eglise anglicane de réclamer les « moyens de conserver son caractère indépendant « en ce qui concerne l'enseignement religieux de « ses colégiens. Dans sa pensée le bill ne « serait pas complet si l'on n'y introduisait pas « une disposition à cet égard.

M. SYMAN et M. GRAY se prononcent contre le « bill. Ils lui reprochent de ne pas maintenir « l'équilibre entre l'intérêt catholique et l'intérêt « protestant.

M. PLUNKET, parlant en sa qualité de mem- « bre de l'université, insiste sur la convenance « qu'il y a de retirer l'amendement, afin que la « seconde lecture ait lieu le plus tôt possible « pour hâter le vote du bill. Du reste, l'abolition « de la profession de foi religieuse sera accueillie « comme un bienfait par les protestants en grand « nombre. Quant à l'objection tirée de l'insuf- « fisance du bill, il affirme que l'université de « Dublin, ayant échappé au sort fatal qui la me- « naçait, ne perdra pas un moment pour s'orga- « niser de manière à prévenir les attaques de « nouveaux réformateurs moins généreux que le « député de Brighton.

M. GLADSTONE repousse l'amendement par la « raison surtout que la proposition est une nou- « velle tentative législative, puisque c'est la première « fois qu'un membre engage la Chambre à nom- « mer une commission royale dans le but de « recueillir, non des faits, mais des opinions.

Quant au bill, dit le ministre, il serait ex- « traordinaire que la Chambre refusât de faire « pour l'Irlande ce qu'elle a fait pour l'Angle- « terre et l'Ecosse, où les relations entre l'Eglise « et l'Etat sont toujours maintenues. Je ne sau- « rais d'ailleurs pas me rallier à l'opinion de « certains orateurs : que la question de l'instruc- « tion universitaire en Irlande est une question « qui intéresse l'Irlande seule. Au contraire, c'est « une question d'intérêt essentiellement gé- « néral et certainement, après ce que nous avons « fait en Irlande pour séparer la religion de l'E- « tat, on ne doit pas supposer que le Parlement « refusera de sanctionner une mesure qui a pour « but d'appliquer le principe de l'égalité à l'in- « struction académique. Or ce principe exige, « ainsi que le dit le préambule du bill, que la « population entière de l'Irlande ait libre accès « à l'université de Dublin.

On ne doit pas supposer davantage que le « Parlement, après avoir refusé de reconnaître « aucune connexion entre l'Etat et une forme « particulière de religion en Irlande, puisse li- « vrer la direction de l'enseignement supérieur « en Irlande à un corps religieux quelconque.

La Chambre connaît le plan que nous avons « proposé pour régler la question théologique. Je « ne dirai pas qu'il ait été accueilli avec faveur. « Nous sommes aujourd'hui hors de la voie et « notre devoir est de laisser agir les autres qui « pourraient être plus heureux que nous. Je vou- « drai savoir ce que pensent de la mesure pro- « posée le conseil dirigeant du collège de la Tri- « nité et le sénat académique de l'université de « Dublin; mais ces autorités, qui étaient si élo- « quentes il n'y a pas longtemps, n'ont encore « rien dit jusqu'à présent qui m'éclaircisse sur leur « opinion. Mais il est nécessaire que l'on sache « que je ne considère pas moi-même la proposi- « tion comme tranchant toute la question de « l'enseignement de l'université de Dublin; elle « ne fait que procurer un grand avantage aux « dissidents protestants et à un grand nombre de « catholiques romains en Irlande, en supprimant « des obstacles qui existent aujourd'hui. Le gou- « vernement appuie le bill, à cause des avan- « tages qu'il procure incontestablement au pays.

M. MUNSTER et REDMOND se déclarent en « faveur de l'amendement, principalement en « raison de ce que le bill, tout en étant à l'univer- « sité protestante, ne saurait satisfaire les justes « prétentions des catholiques romains.

En définitive, M. MITCHELL HENRY retire son « amendement, et la seconde lecture du bill de « M. FAWCETT est votée. Sur sa proposition, la « discussion en comité de la Chambre est fixée à « jeudi 24.

On passe au vote en comité du budget de « dépenses pour l'intérieur. La Chambre adopte « le chiffre de 55,670 liv. st. pour le nouveau « palais du Parlement.

Une assez longue discussion s'établit sur la

question surannée du monument élevé en « l'honneur du duc de Wellington dans l'église « de Saint-Paul.

LE CHANCELIER DE L'ÉCHIQUEUR explique que « l'artiste, M. Stevens, a été malade et qu'il « reste peu de chose à faire. La dépense est vo- « tée. Après quelques autres votes de nature « toute locale la séance est levée.

La cour que le gouvernement a établie à Ha- « lifax pour rechercher les causes de la perte du « steamer *Atlantic* a rendu son jugement. Les « termes en sont sévères. Il fait implicitement « la part des propriétaires de l'*Atlantic*, du ca- « pitaine et du quatrième officier. Mais les pei- « nes qui frappent les autres officiers sont sin- « gulièrement modérées. D'après un télégramme « de New-York, il est établi que l'*Atlantic* a mis « à la voile avec une provision de charbon in- « suffisante, ce qui créait un danger. On doit se « rappeler que cette circonstance a été tout d'a- « bord signalée dans notre pays; mais les pro- « priétaires en contestaient formellement la réa- « lité. Néanmoins le capitaine Williams a fait « connaître à la cour d'Halifax qu'il suffisait de « trois jours de mauvais temps pour l'obliger à « gagner Halifax, et certainement le cas n'était « pas imprévu. La cour, dans sa sentence, dé- « clare la firme de Liverpool responsable de la « perte du navire et de ses conséquences. Quant « au capitaine, il est dit qu'il a fort mal gou- « verné son bâtiment à compter du moment où « la direction a changé jusqu'au moment du « choc; en se trompant sur la position et en né- « gligeant de faire usage de la sonde, il a fait « preuve d'une incapacité manifeste. Le qua- « trième officier est blâmé pour n'avoir pas vu « le fatal on à terre; il est seulement suspendu « de ses fonctions pour trois mois. Les journaux « de la colonie et de New-York, mieux instruits « des résultats de l'enquête, sont, dit-on, d'ac- « cord pour considérer les peines prononcées « comme ridiculement insuffisantes, et pour de- « mander qu'une nouvelle enquête ait lieu.

Italie.

Nous lisons dans l'*Osservatore romano* : « Le saint-père a reçu le 21 en audience par- « ticulière le baron Figueiredo, ministre du « Brésil. Hier, il a accordé une audience à M. « don Pietro Galvez, envoyé extraordinaire et « ministre plénipotentiaire de la république du « Pérou. »

« Le dernier bulletin des situations mens- « suelles des comptes que publie le ministère « de l'agriculture et du commerce. Il résulte qu'au « 1^{er} mars le nombre des institutions de crédit « légalement constituées en Italie était le sui- « vant :

« 81 banques de crédit populaires, 114 socié- « tés de crédit ordinaires; en tout, 195 insti- « tutions de crédit, dont 20, à cette date, n'avaient « pas encore commencé leurs opérations.

Pendant le mois de février, le gouvernement « avait approuvé la création de 8 institutions de « crédit nouvelles dont le capital social doit être « de 28,297,000 fr.

La somme versée au moment de la constitu- « tion sociale est de 2,906,650 fr.

Au 28 février, la situation des divers éta- « blissements de crédit ayant commencé leurs « opérations se trouvait résumée par les chiffres « suivants :

« Banques populaires : Capital social nomi- « nal 28,043,170 francs représenté par 573,330 « actions.

Capital effectivement versé 24,998,746 fr. 94 cent.

L'actif était de fr. 150,928,066 46, le pas- « sif de fr. 150,099,717 83.

Les revenus de l'exercice courant s'éle- « vaient à fr. 1,667,131 25.

Sociétés de crédit ordinaires : Capital no- « minal fr. 707,493,029 09, représenté par « 2,522,707 actions.

Le capital effectivement versé s'élevait à « fr. 315,444,346 99.

L'actif était de fr. 1,069,081,055 10, le pas- « sif de fr. 1,065,162,560 72.

Les revenus de l'exercice courant s'éle- « vaient alors à fr. 8,935,724 88.

A la même date, c'est-à-dire au 28 février

dernier, la situation des institutions de cré- « dit agraire, de crédit foncier, des banques « d'émission et des caisses d'épargne était la « suivante :

Institutions de crédit agraire. — Actif, « fr. 28,461,176 78. Passif, fr. 28,409,973 18.

Revenu de l'exercice courant, francs « 201,710 04.

Capital nominal, fr. 12,950,000; capital « versé, fr. 5,741,005.

Numéraire en caisse, fr. 1,477,523 30.

Institutions de crédit foncier. — Actif, « fr. 75,861,678 73. Passif, fr. 2,351,027 58.

Ces institutions avaient en circulation « 150,568 obligations représentant 75,284,000 « francs.

Banques d'émission (Banque nationale, « Banque romaine, Banco de Naples, Banque « nationale toscane, Banque toscane de crédit, « Banco de Sicile) :

Capital nominal, fr. 283,033,746; capital « versé, 194,032,096.

Numéraire en caisse Fr. 222,946,698

Portefeuille 413,888,090

Avances 80,460,708

Billets en circulation 1,461,166,707

Comptes-courants disponibles 35,190,111

Comptes-courants non dispo- « nibles 50,755,179

Espagne.

On lit dans le *Journal des Débats* du 24 « avril :

« Les nouvelles d'Espagne sont peu satisfai- « santes en ce que les efforts tentés pour rétablir « la discipline dans l'armée paraissent devoir « rester sans résultat, par la faute du gouverne- « ment, qui fait preuve d'une indécision regret- « table. D'après les dépêches de Barcelone, le « général Velarde aurait résigné son commande- « ment parce que l'autorité supérieure n'approu- « vait pas les mesures énergiques qu'il avait pri- « ses pour réprimer des faits d'insubordination « des plus graves. Ainsi, un soldat avait couché « en joue un de ses chefs, et un artilleur n'avait « pas craint de braquer sa pièce contre l'avant- « garde du général. Il n'y a plus évidemment « d'armée possible là où de tels actes d'indisci- « pline ne sont pas réprimés avec la dernière ri- « gueur. Le général serait donc rentré à Vich, « qu'il avait quitté pour marcher contre Sabala. « Un bataillon de chasseurs de Tarifa avait « voulu délivrer des artilleurs emprisonnés par « les ordres de Velarde, le colonel Vaga s'est vu « forcé de parlementer avec les mutins et de « promettre l'élargissement des détenus. La dé- « pêche ajoute que d'autres faits d'insubordina- « tion non moins déplorable ont été signalés « dans les forteresses de Jaca et de Santona. »

Turquie.

Le protocole accordant à Rustem-Pacha le « gouvernement du Liban a été signé le 22 avril « par le ministre Saviet et les représentants de « l'Angleterre, de la France, de la Russie, de « l'Allemagne, de l'Italie et de l'Autriche.

Amérique.

New-York, 22 avril. — Les Indiens Modoks « se sont fortifiés dans des cavernes; les troupes « ont commencé l'attaque. Les colons déclarent « qu'ils abandonneront le pays si les Modoks ne « sont pas pris. Dix-sept Indiens ont été tués « jusqu'à présent.

Les Indiens ont attaqué le 20 un train de « munitions, et ont tué un soldat. Ils ont ensuite « été dispersés par l'artillerie.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Bucharest, dimanche 27 avril.

Un décret du prince convoque pour le « 1^{er} mai le grand synode ecclésiastique, afin « de procéder à l'élection du métropolitain et « des évêques, d'après la nouvelle loi ecclé- « siastique.

Nous distribuons à nos abonnés, avec le « présent numéro, un supplément d'annonces ju- « diciaires.

Spéculations

Du 16 avril.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Старый барин, « ком. въ 5 д.; Это мой маленький капризъ, « ком. въ 1 а. — (7 h.)

THÉÂTRE MICHEL. — Le Réveil, com. en 2 actes, « Suzanne et les deux vieillards, com. en un acte; la « Mémoire d'Hortense, com. en un acte; Recette « contre les belles-mères, com. vaud. en un acte. « — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représen- « tation musicale, française et russe. — 14

ON DEMANDE

pour la saison d'été un précepteur pour un seul gar- « con. S'adr. Vassili-Ostrow, 4^e ligne, n° 26. — 1147

A LOUER un appartement confort- « ablement meublé dans la « Millionnaire. 4 chambres, cuisine et 2 « chambres de domestiques. S'adr. au portier « de l'ambassade d'Angleterre. — 1188

UNE DAME ANGLAISE 1165 « qui peut disposer de son temps en été, depuis la « mi-mai jusqu'à la fin d'août, donnerait volontiers des « leçons d'anglais à Peterhof, Tsarskoïe-Selo, Pavlovsk « et les environs. S'ad. E. L. Galernaia, n° 50, log. 18.

UNE DAME diplômée pour 4 langues, traduc- « tion l'anglais, le français et le russe, cherche de l'oc- « cupation. Visible de 2 à 5 h., excepté les samedi, lundi « et dimanche. Pont des Ecuries, n° 15, log. 10. — 1189

A LOUER

de suite 1 chambre à coucher et un salon bien « meublé, au coin du Kirpitskî péroulok et de la « petite Morskaja, n. Bruntz, log. n° 12. — 1180

A LOUER au mois ou à l'année un appartement « très bien meublé, pers. Nevsky, « composé de 4 chambres et cuisine, avec vaisselle « et batterie de cuisine. S'adresser grande Italian- « skaia, maison Bodino, n° 15, log. 15. On loue aussi « deux chambres meublées. — 1191

A VENDRE un étalon bai des haras Hahn « bien dressé, âgé de 9 ans, qui « par sa beauté pourrait servir exclusivement « à un officier de cavalerie de la garde. S'adr. « à l'écurie Boudarine, de la 1^{re} brigade de « l'artillerie à cheval, à Tver. — 1067

Rodolphe Mosse

à Berlin

expédie des annonces : Publications muni- « cipales, recommandations d'affaires, nou- « velles de familles, offres et demandes de « services, avis divers, etc., dans toutes les « gazettes indigènes et étrangères aux prix « originaux. Tarif d'insertion expédié gratis « et franco.

M. et M^{me} Charles de Fehleisen font « part aux amis et connaissances de la perte « douloureuse qu'ils viennent de faire dans « la personne de leur belle-fille M^{me}

ALICE DE FEHLEISEN,

décédée lundi 9 avril, à Rueil, près Paris. « Des prières pour le repos de son âme se- « ront dites lundi, 16 avril, à 11 heures « du matin, à l'église catholique de Ste- « Catherine (persp. Nevsky). — 1176

ON DÈTRE

une gouvernante étrangère ou russe, connaissant « le français, l'allemand et les sciences, près d'une « demoiselle de 15 ans, pour habiter la province (gou- « vernement de Pskov). S'adresser jardin de la Pa- « rade, rue Tverskaja, n° 13, au locataire, chaque « jour jusqu'à 2 heures. — 1166

ON CHERCHE pour l'été une jeune Anglaise « de 15 à 20 ans pour la conversation « avec des enfants. Vassili-Ostrow, Volkov- « skoi péroulok (autrefois Zagubénine), n° 4, « chez le propriétaire. — 1159

CAISSES

de pianos et pianinos « de différents grandeurs sont à vendre à prix mo- « dérés, chez Herman et Grossmann, gr. Italienskaja « (place Michel), Oroussow, 13 (Lazarew). — 1173

APPARTEMENT MEUBLÉ « de 6 chambres, avec dépendances, le tout dans le « meilleur état. Grande rue des Ecuries, au coin de « la persp. Nevsky, n. Bachmakow, log. n° 5. — 1166

SUCRE cassé à la mécanique Grande-Mestchan- « skaia, n. n° 8, log. n° 81. — 1159

A LOUER

un appartement richement meublé de 6 chambres, « cuisine et écuries, pour un an. Prix 250 r. par mois. « S'adresser chez M. Henri Stahl, grande Mestchan- « skaia, maison n° 40, log. 15. — 1164